Olivier Dard : « Jamais, depuis 1870, les droites nationalistes n'ont obtenu des résultats électoraux comparables »

Entretien avec Alexandre Devecchjo

LE FIGARO MAGAZINE. - Aujourd'hui, l'expression « extrême droite » a une connotation péjorative. En tant qu'historien, comment définiriez-vous cette famille politique ? Ne serait-il pas plus judicieux de parler de « droite radicale » ou de « droite nationaliste » ?

OLIVIER DARD. - J'ai formulé des réserves sur l'expression extrême droite pour la raison que vous indiquez et parce que nombre de ceux qui l'emploient ne parviennent pas à s'entendre sur une définition. Le singulier me pose aussi problème. On sait, depuis René Rémond, qu'il existe des droites (il en comptait trois). Gilles Richard, dans son *Histoire des droites de 1815 à nos jours* a répertorié huit familles de droite depuis 1815, parmi lesquelles le traditionalisme et surtout le nationalisme, hégémonique à droite en 2026, électoralement parlant. Mon livre porte sur l'histoire des droites nationalistes, en prenant en considération le traditionalisme et surtout le nationalisme, qui court de Déroulède à Le Pen en passant par Barrès, Maurras, les ligues, Vichy et le combat pour l'Algérie française.

Pourquoi avoir commencé votre histoire de l'extrême droite en 1870 ?

J'aurais pu remonter à 1815, voire à 1789. Mais il existe une riche historiographie sur le sujet que je mobilise en mettant l'accent sur les années 1870. Nous sommes au lendemain de la défaite du second Empire contre la Prusse et de la victoire des monarchistes aux élections de 1871. Suivent deux épisodes majeurs : l'impossibilité d'une restauration de la monarchie au profit du comte de Chambord et une tentative infructueuse de mise sur pied d'un Ordre moral *(coalition des droites, NDLR)* porté par l'objectif de rebâtir une France monarchiste mais aussi chrétienne. Ce double échec profite aux républicains après

la crise du 16 mai 1877, qui marque le vrai début de la III^e^ République et redistribue les cartes du jeu politique.

L'extrême droite ou la droite nationaliste est-elle toujours contre-révolutionnaire ?

Historiquement, l'extrême droite est contre-révolutionnaire si on la rattache au légitimisme ou, plus précisément, à l'une de ses composantes. L'historien Olivier Tort montre que le légitimisme se fissure entre 1814 et 1830 en trois entités, un centre droit, un bloc majoritaire et une extrême droite qui est, selon ses termes, *« à la "pointe" du combat royaliste »*. On en trouve la trace chez les Chevau-légers, ces députés qui sont les partisans les plus radicaux parmi les légitimistes du comte de Chambord. Son intransigeance, marquée par la défense de son « principe » incarné dans le drapeau blanc, débouche sur le déclin irréversible du légitimisme, qui tente, sans succès, de profiter de la crise boulangiste de la seconde moitié des années 1880. En réalité, les projets légitimistes et ceux du général Boulanger avaient peu à voir et la sociologie comme la géographie de leurs soutiens étaient bien différentes.

L'affaire Dreyfus a-t-elle été un tournant ?

Oui, mais il faut préciser les choses. On associe à raison l'importance du nationalisme, de ses principales organisations (Ligue des patriotes de Paul Déroulède, Ligue de la patrie française) comme de ses principales plumes, Maurice Barrès et Charles Maurras, au combat antidreyfusard dominé par l'antisémitisme, la défense de l'armée et l'exécration de la République parlementaire accusée d'affaiblir le pays face à l'Allemagne. Ce moment Dreyfus est aussi celui où, au tournant du XX^e^ siècle, Barrès avec *Le Roman de l'énergie nationale* et *Scènes et doctrines du nationalisme* et Maurras avec son *Enquête sur la monarchie* s'affirment comme des doctrinaires de cette nouvelle famille politique, produit de la fermentation des années 1890. S'ils sont amis, leurs projets sont distincts, car le premier, chantre de l'enracinement, est l'héritier d'un « nationalisme plébiscitaire », tandis que le « nationalisme intégral » du second est monarchiste.

Quel est le rôle de l'Action française dans l'émergence de l'extrême droite ?

L'Action française (AF) en est une composante essentielle. Né lors de l'affaire Dreyfus sous la forme d'une organisation squelettique doublé ensuite d'une petite revue, ce mouvement nationaliste voit participer à ses débuts aussi bien Barrès que Maurras. Mais ce dernier gagne les militants, à l'origine républicains, à la cause monarchiste. Barrès s'éloigne, tandis que Maurras construit un dispositif qui prend l'ascendant sur les entreprises précédentes, notamment la Ligue de la patrie française. La force de l'AF est sa volonté d'articuler un mouvement (la Ligue fondée en 1905), un institut qui entend former ses cadres (1906) et surtout un journal quotidien à son nom, lancé en 1908 et qui est la « locomotive » de l'ensemble. À la veille du premier conflit mondial, l'AF est hégémonique chez les nationalistes et dispose de nombreux relais dans la jeunesse lycéenne et étudiante. Elle exerce aussi, au lendemain du premier conflit mondial, une forte influence dans une partie du monde intellectuel face à la *Nouvelle Revue française.*

L'historien Zeev Sternhell voit dans les tensions des années 1930 l'avènement d'un « protofascisme ». Partagez-vous ce point de vue ?

Sternhell a notamment travaillé sur la « droite révolutionnaire » dont le Cercle Proudhon, avant 1914, ambitionnait de réunir maurrassiens et syndicalistes révolutionnaires disciples de Georges Sorel. Il y voit un protofascisme. Le fascisme ne serait pas né en Italie, mais en France. Sternhell a prolongé cette thèse à l'échelle des années 1930 dans un ouvrage intitulé : *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*. Cette thèse montre qu'on ne peut faire du boulangisme un avatar du bonapartisme, et de l'AF, celui du légitimisme. Mon livre s'en distancie tant il faut souligner le poids du premier conflit mondial, le caractère propre du contexte italien ni oublier que cette interprétation est celle-là même que Valois, fondateur en 1925 du Faisceau, le premier mouvement fasciste français, avait vainement défendu auprès de Mussolini à Rome en 1924.

L'extrême droite est encore aujourd'hui associée au régime de Vichy et à la Seconde Guerre mondiale. Est-ce juste ? Oublie-t-on que l'extrême droite a joué un rôle dans la Résistance ?

Dans la pluralité des choix qui s'offrent aux droites nationalistes entre 1940 et 1944, le soutien au maréchal Pétain et à son régime est le plus marqué, même s'il faut prendre en compte la chronologie, les revirements d'acteurs, notamment à l'automne 1942, et l'importance des « vichystorésistants ». Les nationalistes sont bien présents dans l'appareil de l'État français, principalement dans le cabinet civil de Pétain, la propagande, la jeunesse, des services de renseignement et de répression. Je n'oublie nullement que d'autres ont choisi la résistance, et pour certains dès l'été 1940, en considérant qu'une révolution nationale ne pouvait être mise en œuvre dans un contexte d'occupation.

Après la guerre, l'histoire de l'extrême droite se confond-elle avec l'anticommunisme et l'antigaullisme ?

N'oublions pas la dénonciation de l'épuration qui l'a durement frappée au lendemain du conflit et la défense de la mémoire du maréchal Pétain. Mais l'anticommunisme à l'heure de la guerre froide, des guerres coloniales et l'antigaullisme, réactivé au temps du combat pour l'Algérie française, notamment par l'Organisation armée secrète (OAS) qui reproche au général de Gaulle sa « trahison », comptent parmi les marqueurs majeurs d'un engagement qui caractérise l'itinéraire d'une figure comme Jean-Marie Le Pen.

Avec le RN, pour la première fois, un parti dit d'extrême droite semble en passe d'accéder au pouvoir. Comment expliquez-vous ce tournant ?

C'est inédit. Jamais, depuis 1870, les droites nationalistes n'ont obtenu des résultats électoraux comparables. Depuis les années 1980, non sans crises internes, le FN a su, sous l'égide de Le Pen, puis de sa fille, s'imposer comme une force dotée d'un socle électoral solide. Les raisons de cette mutation sont multiples et les tenants de la « dédiabolisation », mise en doute par de nombreux analystes, pourraient y voir le triomphe de leur stratégie. Cela étant, le RN n'est pas le décalque du FN, même s'il en est l'héritier. Pour comprendre son

succès, il faut aussi regarder l'état des forces de gouvernement et d'abord sans doute ici celui des droites, en proie à une crise profonde.

Au sujet du RN, faut-il encore parler d'extrême droite, voire de droite tout court ? Le terme populisme est-il plus approprié ?

Je préfère le rattacher à la famille nationaliste. Le terme populisme, comme celui d'extrême droite, pose des difficultés (péjoratif, contenu flou). Je ne le rejette pas. Bertrand Joly a raccroché le boulangisme aux *« origines du populisme »* et Pierre-André Taguieff a parlé de *« national-populisme »* à propos du FN. Ajoutons que le populisme historique, le péronisme en particulier, s'articulait sur une opposition élites/peuple et qu'il entendait bien s'adresser aux catégories et territoires se jugeant délaissés, même si les *« descaminados »* ne sont pas assimilables à la « France périphérique ».

Source : Figaro 12/9/2026